



## Conseil économique et social

Distr. générale  
29 avril 2002  
Français  
Original: anglais

---

### Reprise de la session de fond de 2002

29-30 avril 2002

Point 14 h) de l'ordre du jour

**Questions sociales et questions relatives**

**aux droits de l'homme : droits de l'homme**

### **Lettre datée du 26 avril 2002, adressée au Président du Conseil économique et social par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance et à celle des membres du Conseil économique et social que le 14 mars 2002, le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies a informé le Conseiller juridique que, le 7 juillet 2001, la Cour supérieure de Kuala Lumpur a prononcé un non-lieu dans les procès civils restants intentés à Dato' Param Cumaraswamy au motif que ce dernier jouissait de l'immunité de juridiction conformément à l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de Justice le 29 avril 1999. Dans sa lettre, le Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies conclut que « le Gouvernement malaisien s'est ainsi acquitté de ses responsabilités en conformité avec l'avis rendu par la Cour internationale de Justice.

L'Organisation des Nations Unies est reconnaissante de ce qu'il ait été mis fin aux procès intentés contre Dato' Param Cumaraswamy devant des tribunaux civils malaisiens en conformité avec l'avis consultatif du 29 avril 1999 de la Cour internationale de Justice. En ce qui concerne la décharge des responsabilités de la Malaisie, cependant, il convient de rappeler que, dans les observations qu'elle a formulées sur les obligations de la Malaisie dans son avis consultatif, la Cour internationale de Justice a notamment conclu que Dato' Param Cumaraswamy devait être dégagé de toute obligation financière mise à sa charge par les tribunaux malaisiens, notamment au titre des dépens. L'Organisation des Nations Unies considère que les obligations financières mises à la charge de Dato' Param Cumaraswamy par les tribunaux malaisiens au sens où l'entend la Cour dans son avis consultatif comprennent tous les frais de justice qui ont été mis à sa charge du fait des décisions des tribunaux malaisiens et des procès engagés devant ceux-ci. Ainsi donc, selon l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, la responsabilité des frais de justice de Dato' Param Cumaraswamy incombe en dernier ressort au Gouvernement malaisien.

L'Organisation des Nations Unies soutient en conséquence que, pour s'acquitter de son obligation de dégager Dato' Param Cumaraswamy de toute



obligation financière, le Gouvernement malaisien doit rembourser à l'Organisation la somme de 118 145,91 dollars représentant les frais de justice qu'elle a payés pour le compte de Dato' Param Kumaraswamy en rapport avec les quatre procès qui lui ont été intentés. Je tiens à rappeler que, dans une lettre en date du 15 décembre 1999 que j'ai adressée au Président du Conseil économique et social (E/1999/124), j'ai informé le Conseil que l'Organisation des Nations Unies avait soumis au Gouvernement malaisien une demande de remboursement d'un montant de 110 886,91 dollars au titre des frais de justice accumulés de janvier 1997 à octobre 1999 en rapport avec ces quatre procès, montant qui a été payé par l'Organisation pour le compte de Dato' Param Kumaraswamy. Une nouvelle demande de remboursement a été soumise par le Conseiller juridique, le 14 novembre 2001, au Représentant permanent de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies pour une dernière tranche de 7 259 dollars des États-Unis payée par l'Organisation en août 2001 en rapport avec les procès mentionnés, pour des frais accumulés entre novembre 1999 et juin 2001.

Ainsi, même si l'Organisation des Nations Unies se réjouit vivement que les procédures engagées contre Dato' Param Kumaraswamy aient finalement été rejetées, le fait que l'Organisation n'ait toujours pas été défrayée de ses frais de justice en conformité avec l'avis consultatif du 29 avril 1999 de la Cour internationale de Justice continue de me préoccuper.

(Signé) Kofi A. **Annan**

---